

## Revue de presse

### Au niveau européen :

#### La rénovation urbaine et la participation des habitants en Grande-Bretagne

Les politiques de la ville Britanniques successives intègrent la participation des habitants selon le modèle Anglo-Saxon de développement communautaire. Mais les différences sont sensibles, de Thatcher à Blair, et l'évolution n'est pas finie.

**Territoires**, décembre 2005, p. 14

Auteur : Gabriel Chanan

#### Régénération urbaine

Le séminaire thématique organisé les 27 et 28 juin 2005 à Belfast a été l'occasion d'engager le débat et les échanges entre réseaux autour de la question de la " régénération urbaine". Des représentants de huit réseaux URBACT et une vingtaine de villes et de municipalités européennes s'y sont retrouvés pour deux jours de coopération et d'intenses discussions.

**Hors-Série Urbanisme n°27 "Urbact 2005 "**, novembre 2005, p. 19 à 21

Auteurs : Claude Jacquier et David Froessler

#### L'Union Européenne sur la voie du renouvellement urbain ?

Parallèlement à l'élargissement, 2004 apparaît comme une année de maturité pour la prise en compte du renouvellement urbain par l'Union européenne : montée en puissance du programme Urban II, lancement du programme d'échanges URBACT...L'Union européenne est donc désormais très attentive aux questions urbaines. Explications par Sylvie Harburger, qui suit ce dossier à la Caisse des dépôts (service Villes et Territoires).

**Urbanisme n°336**, Mai Juin 2004

### Au niveau national :

#### Lancement de l'École de la rénovation urbaine : Former 300 cadres par an

L'École de la rénovation urbaine créée par l'Union sociale pour l'habitat avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social a ouvert ses portes pour ses premières formations autour d'un outil pédagogique original, « la ville en jeu ». Objectif former 300 cadres des organismes HLM par an.

**Actualités habitat n°785**, 30 janvier 2005, p. 6

#### Quand les travailleurs sociaux accompagnent le relogement

Parallèlement à la reconstruction de l'ensemble du quartier de la Croix-Petit, la mairie de Cergy a mis en place un accompagnement social global des habitants à l'occasion de leur relogement. Des actions conduites par les travailleurs sociaux de la ville, de la caisse d'allocations familiales et du conseil général du Val-d'Oise sous la houlette d'un partenaire extérieur, le Pact Arim 93.

**Actualités sociales hebdomadaires n°2424**, 7 octobre 2005, p. 39

Auteur : Florence Pagneux

#### Programme de rénovation urbaine

A la fin du troisième trimestre 2005, selon les sources, nous constatons que les informations relatives à l'état d'avancement du programme de rénovation urbaine sont divergentes. GUIDFI a réalisé un état des lieux précis sur le nombre de dossiers examinés en comité d'engagement de l'ANRU, ainsi que sur le financement des projets.

**GUIDFI-Guide des financements de projets**, 1<sup>er</sup> décembre 2005, [www.guidfi.fr](http://www.guidfi.fr)

Auteur : Antoine Anderson

### **RENOVATION Nouveaux programmes sur fond de pénurie foncière**

L'ANRU dévoile son programme national (2005-2011) détaillant le nombre de logements sociaux réhabilités et créés sur le territoire français. Parallèlement, le rapport cadre sur la politique régionale du logement fait état d'un déficit de logements sociaux dans les communes SRU. Les responsabilités sont partagées entre différents acteurs qui mettent en œuvre les politiques de logement.

**La Gazette**, 2 janvier 2006, p. 25

Auteur : Claudine Farrugia

### **Rénovation urbaine : Réussir son projet**

Dossier regroupant plusieurs projets ANRU :

- Boulogne sur mer : « Recours à des compétences extérieures »
- Montereau : « une équipe pluridisciplinaire »
- Montauban : « Association des services au projet »

Entretien avec Philippe Van de Maele, directeur général de l'ANRU, qui dresse un bilan de l'action menée par l'ANRU.

**La Gazette**, 7 mars 2005, p. 20

Dossier coordonné par : Xavier Brivet, Aymone Vigière d'Anval, Laurence Lafosse et Olivier Ducuing

### **L'utopie manquée des cités-dortoirs**

Après l'éruption de violence dans les périphéries, l'urbanisme et l'architecture des grands ensembles sont à nouveau en accusation. Le chef d'inculpation : avoir accouché d'un cadre de vie aujourd'hui rejeté et dégradé, sans qu'on sache toujours si l'objet du délit réside dans le matériau (« béton criminelogène ») ou la forme (« barres et tours inhumaines »). Artisans et adversaires de ces opérations s'affrontent.

**Le Monde**, 6 décembre 2005, p. 3

Auteur : Grégoire Allix

### **Des piles de dossiers**

Les dossiers continuent d'affluer à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine. Véritablement opérationnelle depuis un an et demi, le succès de l'ANRU en tant que guichet unique de la politique de la ville est à double sens : il traduit un besoin criant de « rénovation urbaine » et il met à jour la sous-estimation des budgets prévus. Au niveau de la région PACA, plusieurs villes préparent de nouveaux dossiers (Marseille, Aix en Provence, Grasse).

**L'Urbain** n°132, 27 janvier 2006, p. 2

Auteur : Louis Capeu

### **L'ANRU tend la main aux départements et aux régions**

Pour faire face à l'afflux de dossiers qui menace de consommer son budget plus rapidement que prévu, l'ANRU envisage de solliciter les régions et les départements. Son directeur, Philippe Van de Maele se donne un trimestre pour convaincre les élus locaux de revoir à la hausse leurs participations.

**L'Urbain** n°117, 14 octobre 2005, p. 2

Auteur : Jean Pelletier

### **L'Etat se mobilise : un an pour l'ANRU**

L'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) fête son premier anniversaire, l'occasion de dresser un premier bilan national et de se pencher sur l'état d'avancement des projets en PACA.

**L'Urbain** n°85, 4 mars 2005, p. 2 et 3

Auteur : Georges Vermont

### **Les enjeux du renouvellement urbain**

Si l'évolution constante des villes témoigne de leur vitalité, elle n'en demande pas moins d'être anticipée et maîtrisée à travers une stratégie bien définie. Aujourd'hui, le renouvellement urbain apparaît comme une nouvelle pratique de l'aménagement, avec un double objectif, travailler sur les secteurs vieillissants et défavorisés de la ville, tout en répondant aux exigences de gestion économe de l'espace. Le renouvellement urbain s'inscrit dans une appréhension globale de la ville avant de réutiliser une friche, requalifier un quartier ancien ou social, réaménager un lieu délaissé en espace public, il faut d'abord envisager et comprendre le fonctionnement de la ville, du quartier en fonction des problématiques économiques, sociales et urbaines.

**Note Rapide sur l'Occupation du Sol** n°34, février 2004

### **Des projets pour les habitants**

Entretien avec Philippe VAN DE MAELE, directeur général de l'ANRU, durant lequel il commente certains propos couramment entendus. Il éclaire donc les idées reçues sur la démolition, la présentation et l'instruction des dossiers, mais également sur le fait que les villes de droite sont mieux traitées que celles de gauche, et que la logique ANRU privilégie l'urbain au détriment de l'humain.

**Traits urbains** n°4, Janvier Février 2006, p. 34 à 36

### **L'ANRU peaufine ses méthodes**

Voici plus de trente mois qu'a été promulguée la Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1<sup>er</sup> août 2003. Dès juin 2003, le comité d'engagement de l'ANRU commençait ses réunions. Objectif : obtenir des résultats rapides. Depuis, une centaine de conventions ont été signées. Et le guichet unique de la rénovation urbaine a entrepris de compléter son dispositif.

**Traits urbains** n°4, janvier-février 2006, p. 33 à 36

### **Chronique de la rénovation urbaine**

La rénovation urbaine appartient à cette réalité de politiques publiques qui, depuis plus de vingt ans, on l'a suffisamment dit à l'occasion des derniers événements (violences urbaines par exemple), visent à changer les conditions de vie de nombre de quartiers et de villes françaises. Cette chronique composée de différents articles a pour but de nourrir l'indispensable débat collectif que ces nouveaux modes d'intervention urbaine et de gouvernance génèrent. Le premier article qui aborde cette thématique est intitulé : rénovation et renouvellement urbain, évocation d'un vieux couple. Le deuxième est consacré à l'accompagnement des projets par une gestion adaptée.

**Urbanisme** n°346, Janvier-Février 2006, p. 29 à 34

Auteur : Antoine Loubière et Th.P.

### **Le congrès HLM, la rénovation urbaine et l'ANRU**

Le congrès HLM de Nantes (20-22 septembre 2005) a dressé un panorama très instructif de ce qui se passe sur le terrain, autour de trois grands thèmes : stratégies urbaines, diversification et redéploiement de l'offre locative sociale, relogement. Ce congrès a été une bonne occasion de mesurer l'impact de la rénovation urbaine sur les quartiers d'habitat social. Ainsi pour répondre à la problématique du dossier le premier thème est principalement valorisé dans l'article.

**Urbanisme** n°345, Novembre-Décembre 2005

Auteur : Antoine Loubière

### **Accompagner la rénovation urbaine par une approche humaine**

Interview de Catherine VAUTRIN, nommée ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la Parité en mai 2005. Ayant déjà eu la politique de la ville dans ses compétences lors des précédentes fonctions ministérielles, elle a porté le projet de réforme de la Dotation de solidarité urbaine (DSU) très appréciée par les maires de banlieue. Avec un portefeuille élargi à la parité, Catherine VAUTRIN défend une approche très humaine de la transformation des quartiers sensibles, tout en préparant une évolution de la politique de la ville, au niveau tant de la géographie prioritaire que de la contractualisation.

**Urbanisme** n°345, Novembre-Décembre 2005, p. 43

Auteur : Antoine Loubière et Annie Zimmermann

### **Extension et durcissement de la géographie prioritaire**

Le géographe Philippe ESTEBE a introduit le débat lors des tables rondes consacrées à la question de l'évolution de la géographie prioritaire des quartiers sensibles. Il pointe le paradoxe de cette géographie prioritaire et s'interroge sur l'impact réel des interventions de l'ANRU. L'ensemble des participants a également souligné la perte de substance des contrats de ville, lieu décisif d'articulation des interventions sectorielles et des priorités territoriales. Patrice VERGRIETE a lui aussi apporté sa pierre en revenant sur les conditions de créations des grands projets de ville et des opérations de renouvellement urbain.

**Urbanisme** n°345, Novembre-Décembre 2005, dossier p. 43 à 58

Auteur : Philippe Estèbe

### **Une mobilité résidentielle insoupçonnée**

Après un premier rapport en 2004 de l'observatoire national des zones urbaines sensibles, le second, rendu public le 24 octobre 2005, affine la connaissance des ZUS, en faisant notamment apparaître une forte mobilité résidentielle. Bernadette Malgron, commente ce rapport devant la presse, en compagnie de Catherine Vautrin, ministre délégué à la Cohésion Sociale et à la Parité, et d'Anne Marie Charvet, déléguée interministérielle à la Ville. Les chiffres diffusés sont assez encourageants car ils montrent qu'il peut se passer des choses dans les ZUS et qu'il y a des marges d'amélioration.

**Urbanisme** n°345, Novembre-Décembre 2005, p. 59

### **Transformation des quartiers sensibles : le sens de l'intervention urbaine**

Alors que les projets de rénovation urbaine financés par l'ANRU mobilisent une partie significative du milieu professionnel de l'urbanisme, le Conseil français des urbanistes (CFDU) a engagé une réflexion sur le thème de la politique de la Ville et des quartiers sensibles. Secrétaire générale du CFDU, Anne Péré, architecte-urbaniste toulousaine, donne ici un premier aperçu de cette réflexion, parfois critique, sur l'intervention urbaine et ses rapports avec la réalité humaine et sociale de ces quartiers.

**Urbanisme** n°345, Novembre-Décembre 2005, p. 63

Auteur : Anne Péré

### **Copropriétés et renouvellement urbain**

Les séminaires consacrés au renouvellement urbain, co-organisés par l'Association des maires de grandes villes et la Caisse des dépôts, se poursuivent. Une rencontre entre Grenoble, Montpellier et Toulouse s'est tenue, le 3 mars 2004, autour des contextes de marchés tendus du logement et sur la question des copropriétés fragiles et/ou dégradées.

*Urbanisme n°336, Mai-Juin 2004, p. 16*

### **Rénovation urbaine : les interrogations des consultants**

Les consultants regroupés dans l'Association des Consultants en Aménagement et Développement des territoires (ASAD, créée en 1998) n'ont pas de problème d'identité ni de carnet de commandes. Mais ils s'interrogent sur la nature de la commande publique actuelle directement induite par les nouvelles orientations contenues dans la loi Borloo, notamment en matière de démolition de logements sociaux.

*Urbanisme n°336, Mai Juin 2004, p. 17*

*Auteur : Antoine Loubière*

### **4 articles détaillant différents projets d'ANRU**

Ces articles concernent : la ville de Tarbes qui intègre à son ORU une recherche de qualité environnementale, la ville de Nice dont le tiers de l'ORU est financé par le département, enfin les villes d'Aix en Provence et de Pau dont les détails de leur projets sont mentionnés (quartiers concernés, nombres de logements détruits, budget...).

*Urbapress informations n°1492, 25 Janvier 2006*

## **Au niveau de la région PACA**

### **Interview d'Arthur PAECHT, maire de La Seyne-sur-Mer**

Arthur Paecht, maire de La Seyne-sur-Mer et vice-président de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée répond à la question du réaménagement du site des anciens chantiers navals par rapport au reste de la ville. Il évoque également son scepticisme concernant le quota de logements sociaux.

*L'Urbain n°116, 7 octobre 2005, p. 3*

*Auteurs : Emmanuel Joncour et René Cachout.*

### **Marseille : L'ANRU a signé pour les Flamants et Plan d'Aou**

Dix-huit mois après la création de l'ANRU, Marseille vient enfin d'intégrer le « club » des rénovations urbaines. Une entrée que d'aucuns jugeront tardive pour une ville qui compte sur son territoire le plus vaste GPV de France. Le directeur général de l'ANRU avait fait le déplacement le 22 septembre à Marseille pour parapher les deux premières conventions de rénovation des cités des Flamants et des Iris et du secteur du Plan d'Aou/Saint-Antoine/La Viste.

*L'Urbain, 30 septembre 2005*

*Auteur : Jean Pelletier*

### **Marseille : la ville présente trois nouveaux projets à l'ANRU**

La ville de Marseille espère voir trois projets de rénovation urbaine retenus par l'ANRU. Les projets concernent la démolition-reconstruction partielle ou intégrale de plusieurs grands ensembles des quartiers nord : les cités Saint-Paul, des Créneaux et du Vieux Moulin. Coût estimé de ces investissements : 92,5 M€. Panorama.

*TBPM n° 596, 22 février 2006, p. 14*

### **Marseille signe ses deux premières conventions ANRU**

La ville vient de signer ses deux premières conventions avec l'ANRU. L'agence, les collectivités et les bailleurs vont investir près de 190 millions d'euros dans la rénovation urbaine des cités des Flamants et des Iris et du secteur du Plan d'Aou /St Antoine/La Viste. Détails

*TPBM n°576, 5 octobre 2005, p. II*

### **L'ANRU au chevet des Flamants et du Plan d'Aou**

Deux dossiers de la ville de Marseille viennent enfin d'obtenir le conventionnement de l'Agence nationale de la rénovation urbaine. Près de 200 millions d'euros seront investis dans la reconstruction des cités des Flamants, des Iris et du Plan d'Aou.

*TPBM n°557, 25 mai 2005, p. 10-11*

### **Avignon- Jean-Louis BORLOO signe la convention ANRU du quartier Montclar**

Jean-Louis Borloo, ministre de la Cohésion Sociale, Philippe Van de Maele, directeur de l'ANRU, et Marie-Josée Roig, maire d'Avignon et ministre déléguée à l'intérieur, ont signé le 25 avril la convention ANRU relative à la rénovation du quartier Montclar. Première du genre en PACA, cette signature devrait en précéder d'autres avant la fin de l'année.

Montclar est un quartier d'habitat social d'environ 2000 logements. Classé en ZRU en 1996, le secteur bénéficie d'une opération de renouvellement urbain (ORU). Grâce à l'entrée de l'ANRU, il va bénéficier d'une enveloppe de 37,4 M TTC d'investissements en 2008.

*TPBM n°556, 18 mai 2005, p. 18*

### **Aix-en-Provence : la rénovation des cités Beisson et Corsy bientôt sur le bureau de l'ANRU**

La ville s'apprête à soumettre à l'ANRU deux dossiers de rénovation urbaine couvrant les cités Beisson et Corsy. Au programme, la démolition de 210 logements et la reconstruction de 329 autres pour un investissement global de 80 M€.

TBPM n° 595, 15 février 2006, p. 17

### **Le Plan d'Aou- Laboratoire de la rénovation urbaine**

L'opération menée dans la cité du Plan d'Aou est l'une des plus emblématiques du GPV marseillais : un programme d'habitat mêlant démolition, réhabilitation et reconstruction doit servir de prélude à une vaste reconquête du tissu urbain de ce plateau situé entre les noyaux villageois de Saint- Antoine et de La Viste. Panorama.

TPBM n°538, 12 janvier 2005, p. 12-13

### **Au service de la rénovation urbaine**

Pour son premier poste en collectivité, à la Seyne-sur-Mer, Marlène Porzio se trouve au cœur du projet de rénovation urbaine. Ingénieur à l'office public municipal d'HLM, elle est chargée d'opérations pour la construction, la réhabilitation et la démolition de logements. Une mission qui satisfait son besoin de transversalité et de contacts.

Auteur : Ségolène Poinas